

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889
sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement aura l'honneur de soumettre à la Législature, au cours de la présente session, des propositions relatives à l'organisation de l'enseignement primaire. L'étude de la question n'est pas terminée; mais elle a, dès à présent, mis en évidence la nécessité de modifier sur quelques points essentiels, à titre de mesure préalable, la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Le but du projet actuel est de réaliser ces modifications et de préparer ainsi les voies aux réformes scolaires annoncées. Il ne s'agit donc point de procéder à la revision intégrale de la loi de 1889, qui déjà, d'ailleurs, a été l'objet d'amendements extensifs par suite du vote de la loi du 10 août 1911 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, et dont les dispositions tutélaires seraient, en cas de besoin, susceptibles de nouveaux développements par le simple exercice du pouvoir réglementaire du Roi. Pour l'instant, et dans la pensée de faire aboutir promptement une réforme qui semble venue à maturité et qui sera favorablement accueillie de l'opinion publique, le Gouvernement propose l'amélioration de quelques dispositions légales relatives au travail des enfants.

Il convient avant tout d'appuyer indirectement, dans un domaine où la légitimité de la contrainte ne soulève aucune objection, les sanctions générales que comportera le principe de l'obligation scolaire. Mais il est indispensable aussi d'écarter les obstacles que l'emploi prématuré ou l'emploi excessif au travail des enfants apportent au développement éducatif des jeunes ouvriers, et notamment à leur formation professionnelle, lorsqu'ils ont terminé leur instruction primaire proprement dite; et l'éventualité de l'institution d'un « quatrième degré » d'enseignement primaire doit être particulièrement prise en considération à ce point de vue.

C'est à ce double objectif que tendent les propositions que le Gouvernement a l'honneur de présenter au Parlement. Ces propositions laissent intactes, en principe, les parties de la législation protectrice du travail qui ne concernent point spécialement les enfants. Toutefois, ainsi qu'on le verra ci-après, certaines des modifications suggérées auront pour résultat de renforcer la réglementation d'une manière générale, au bénéfice des diverses catégories de personnes visées par les lois du 13 décembre 1889 et du 10 août 1911. A moins de compliquer la législation au point d'en rendre l'application extrêmement ardue et de multiplier les difficultés déjà considérables du contrôle, il importait en ceci de procéder par voie d'unification. Déjà l'on se plaint du défaut d'harmonie de quelques-unes de nos lois sociales. On ne tient pas suffisamment compte de ce que la nouveauté de l'objet et le défaut d'expérience ne permettaient point d'apporter ici les préoccupations d'ordre et de méthode qui sont prépondérantes lorsqu'il s'agit de légiférer sur des matières préalablement élaborées par une longue activité juridique. Quoi qu'il en soit, il faudra désormais, et de plus en plus, s'inspirer d'idées coordinatrices et préparer ainsi les codifications futures. C'est dans cet esprit que certaines dispositions du projet actuel ont été conçues, bien que l'on n'ait point perdu de vue, en les rédigeant, le but essentiel poursuivi, tel que nous l'avons caractérisé.

Les innovations principales que le Gouvernement propose concernent l'âge d'admission au travail et l'extension de la protection légale à la généralité des entreprises industrielles.

D'après la loi du 13 décembre 1889 (art. 2), il est interdit d'employer au travail les enfants de moins de douze ans. Mais cette interdiction ne s'applique qu'aux entreprises visées par l'article 1^{er}. Elle ne comprend donc pas les ateliers sans force mécanique qui n'ont point une importance suffisante pour qu'on puisse les ranger au nombre des « usines, manufactures ou fabriques », ou qui ne sont pas « classés » comme dangereux, insalubres ou incommodes. Le sens du texte de l'article 1^{er} est éclairé par les travaux préparatoires. Il résulte des discussions parlementaires que l'on a voulu délibérément soustraire à la réglementation les petits ateliers de mode, de confection de vêtements, et autres semblables. Malheureusement, le texte ne définit point l'atelier, et ne fixe aucun élément qui permette de le distinguer de la fabrique ou de la manufacture. De là de graves difficultés d'interprétation et d'application, que les inspecteurs du travail ont plusieurs fois signalées. Le moment semble venu d'y mettre fin en faisant disparaître une exclusion qui s'expliquait lorsque la réglementation du travail était encore à ses débuts, mais qui ne trouverait plus un défenseur aujourd'hui. Il est à peine besoin de faire observer que les ateliers en question sont actuellement soumis à la surveillance des inspecteurs du travail en ce qui concerne le paiement des salaires et l'interdiction du travail du dimanche, ce qui ne fait qu'accentuer l'anomalie. D'ailleurs, c'est un fait bien connu que les abus auxquels on a voulu remédier par la réglementation du travail des enfants sont plus à craindre dans la petite que dans la grande industrie. Notre législation est donc positivement arriérée sur le point qui nous occupe et il

est urgent d'en combler les lacunes, surtout si l'on entend donner une efficacité parfaite aux mesures que nous proposons relativement à l'âge d'admission au travail. On ne souffrirait plus actuellement que selon qu'une entreprise serait plus ou moins importante, il fût licite, ou il fût illicite d'y employer des enfants de quelque âge que ce fût. L'effet nuisible du travail prématuré ne dépend point, en effet, de la grandeur de l'établissement. La généralisation de l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889 apparaît donc comme indispensable. Il suffit, pour la réaliser, d'ajouter le mot « ateliers » à la nomenclature du texte. Au surplus, cette généralisation étant admise en considération particulière des mesures protectrices nouvelles introduites par le projet de loi, on ne voit pas comment on refuserait d'en appliquer le principe à la réglementation des points laissés en dehors de la revision proposée. Ce seront donc toutes les dispositions de la loi de 1889, et non point seulement les dispositions revisées, qu'il faudra désormais observer dans les diverses catégories d'entreprises prévues par l'article 1^{er} complété comme il vient d'être dit. Tel est l'objet de l'article 1^{er}, n° I, du projet de loi.

Mais il importe d'aller plus loin encore. Lorsqu'il s'est agi de légiférer en exécution de la Convention de Berne relative à l'interdiction du travail de nuit des femmes, le Gouvernement n'a pas cru devoir s'en tenir aux termes de cette Convention, qui ne concernait que les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières, et il a proposé de viser, en général, tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889, même lorsqu'on y occupe moins de dix ouvriers. Ces propositions ont été ratifiées par la Législature, et ont passé dans le texte de la loi du 10 août 1911, article 1^{er}. Il est entendu que la sphère d'application de la loi de 1889 étant dorénavant élargie, les prohibitions du travail de nuit viseront à l'avenir les entreprises qui y échappent actuellement, à savoir les ateliers proprement dits où sont occupés moins de dix ouvriers. Cette extension, commandée par les nécessités de l'unité du régime, se justifie d'ailleurs intrinsèquement : les graves inconvénients du travail de nuit ne sont pas, en effet, moins sensibles dans la petite industrie que dans la grande ; et pour ce qui est des jeunes ouvrières en particulier, l'usage des longues veillées a fait l'objet de critiques trop fondées pour qu'il soit utile d'insister plus longuement sur l'opportunité de la mesure proposée. Cette mesure apparaît ainsi, en ordre principal, comme un complément de la protection du travail juvénile et elle se rattache conséquemment aux préoccupations dont s'inspire notre projet de loi. Par ces considérations, l'article 2 du projet stipule que la loi du 10 août 1911 s'appliquera dans l'avenir à tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889, amendée comme nous l'avons exposé, c'est-à-dire étendue aux ateliers primitivement exclus. Par suite de ce changement, il devient superflu de mentionner dans le texte qu'en tout cas l'interdiction du travail de nuit concernera les établissements où sont occupés dix ouvriers au moins, ces établissements rentrant pour lors, en toute hypothèse, dans les catégories d'entreprises visées par la nomenclature élargie.

Pour ce qui est de l'âge d'admission au travail, nous proposons de modi-

fier l'article 2 de la loi du 13 décembre 1889 en portant cet âge de douze à quatorze ans (art. 1^{er} n° II du projet). L'organisation prochaine, sous le nom de « quatrième degré », d'un enseignement professionnel approprié aux nécessités régionales, exige qu'il en soit ainsi. Ce n'est qu'à l'âge de quatorze ans que l'enfant aura normalement parcouru le cycle complet de l'éducation élémentaire tel que l'entendent les méthodes modernes les plus recommandables. Ce n'est qu'à cet âge qu'il se trouvera dans les conditions d'aptitude que réclame la formation professionnelle de l'ouvrier. Il est permis de croire que loin d'être nuisible aux intérêts de l'industrie, le renforcement de la protection légale du travail des enfants ne manquera pas de donner bientôt les résultats les plus féconds au point de vue de la productivité nationale. Tout ce qui contribue à développer la capacité et l'habileté des travailleurs doit finalement se traduire par une augmentation de cette productivité et par un accroissement général du bien-être. Mais, d'une part, il est nécessaire de ménager les transitions et de tenir compte des difficultés passagères que l'élévation subite de l'âge de la « majorité industrielle », si l'on peut ainsi dire, est susceptible d'occasionner dans certaines industries, en ce qui concerne le recrutement de la main-d'œuvre. Les situations acquises et les habitudes établies sont des faits qu'il est impossible de négliger. Il faut remarquer aussi que l'organisation des cours du « quatrième degré » ne sera point réalisée partout du jour au lendemain. D'autre part, des dérogations dépassant la période de transition pourraient même être justifiées par des circonstances exceptionnelles. C'est pour ces motifs qu'après avoir formulé le principe, l'article 1^{er}, n° II, du projet de loi, permet d'en tempérer l'application dans des limites déterminées. Ces tempéraments ne se rapportent qu'aux enfants âgés d'au moins treize ans. En dessous de cet âge, l'interdiction reste absolue. Au delà, le Roi aura la faculté d'autoriser l'emploi des enfants pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, ou sous certaines conditions. Il va de soi, et le texte l'indique, qu'indépendamment de la nature des occupations et des nécessités des industries, professions ou métiers, les exigences de l'enseignement professionnel sont autant d'éléments qu'il faudra considérer avec le plus grand soin lorsqu'il y aura lieu de fixer l'étendue et les modalités des tolérances ainsi prévues.

Le Gouvernement se montrera très large au début. Il n'oubliera pas que la réglementation progressive du travail des enfants doit être adaptée au degré d'exécution de la future législation scolaire. Il pourra, dans cet ordre d'idées, subordonner peu à peu les autorisations à la condition que les enfants n'ayant pas atteint l'âge de 14 ans aient du moins terminé leur instruction primaire des trois premiers degrés, ou encore régler la durée de leur travail de telle façon qu'il leur soit loisible de compléter cette instruction ou de suivre des cours d'enseignement professionnel. Rien n'empêchera le Gouvernement de faire preuve d'une rigueur de plus en plus grande, au fur et à mesure des progrès qui seront constatés dans l'application de la loi scolaire, de manière à arriver finalement à la suppression de toutes les exceptions qui n'auraient qu'une valeur transitoire. L'obligation de consulter les divers collèges compétents, aux termes de l'article 8 de la loi du 13 dé-

cembre 1889, donne aussi bien toute garantie qu'il ne sera point fait un usage excessif de la faculté de dérogation.

Les effets bienfaisants de l'élévation de la « majorité industrielle » ne seraient point complets si la protection légale ainsi renforcée n'était pas étendue aux enfants que des chefs d'entreprise occupent dans l'industrie dite « à domicile ». On n'ignore pas qu'en général les abus du travail à domicile ne sauraient être réprimés par les moyens légaux usités relativement au travail qui s'exécute sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise, dans la fabrique, dans l'atelier ou sur les chantiers de celui-ci. Il faut ici avoir recours à des moyens indirects, comme le prouve l'expérience des pays qui ont légiféré sur la matière. Ce n'est pas le moment de rechercher jusqu'à quel point ces moyens pourraient être consacrés par notre législation. Toujours est-il que, pour ce qui est de la fixation de l'âge d'admission au travail, les difficultés d'ordre juridique et d'ordre pratique qui font obstacle à l'intervention du législateur dans ce domaine sont loin d'avoir la même importance que lorsqu'il s'agit, par exemple, de régler la durée du travail. Il ne paraît pas impossible d'interdire efficacement l'emploi, à domicile, des enfants qui n'ont point l'âge légal, soit que le chef d'entreprise leur remette directement l'ouvrage à exécuter, soit que cette remise se fasse par l'intermédiaire du père, de la mère ou du tuteur. On objecterait vainement que, dans ce dernier cas, il n'y a point apparemment de lien contractuel entre le chef d'entreprise et l'enfant. La loi du 13 décembre 1889 ne considère, en effet, que le fait de l'emploi au travail, sans avoir égard à la nature des rapports qui existe entre la personne qui emploie et celle qui est employée. C'est à tel point que la loi s'applique même aux établissements professionnels ou de bienfaisance (art. 1^{er}, 7^e alinéa) : dès lors qu'il s'agit d'un travail industriel, distinct des exercices professionnels proprement dits, les prescriptions légales doivent être observées, sans qu'il y ait lieu, pour fixer les responsabilités pénales, de rechercher à quel titre les personnes protégées sont occupées.

L'extension que nous proposons n'est donc pas contraire à l'esprit de la loi. Aux termes de la disposition qui formera le 2^e alinéa du nouvel article 2 (art. 1^{er}, n° II du projet), l'interdiction d'employer au travail les enfants de moins de quatorze ans — ou de moins de treize ans dans les cas autorisés par arrêté royal — s'appliquera « même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise ». Il va de soi que l'entrepreneur ne répondra des infractions que dans les conditions d'imputabilité requises par l'article 14. Cet article stipule que l'infraction doit avoir été commise « sciemment » ; mais on n'entend point par là que le dol spécial, l'intention méchante ou frauduleuse, soient requis. Ainsi que l'a reconnu la Cour de cassation, dans un arrêt du 11 novembre 1895 (*Pasicrisie*, 1896, I, pp. 18 et 19, deuxième espèce), « la loi atteint la négligence et l'ignorance voulues ; elle n'autorise » pas les prévenus à se retrancher derrière le prétexte qu'il n'est pas à leur » science personnelle que des enfants n'ayant pas l'âge légal ont été admis » dans leurs ateliers ». Ces principes seront désormais applicables à l'emploi des enfants dans l'industrie à domicile. Il ne suffira donc point à l'entrepre-

neur, pour échapper à toute condamnation, d'alléguer qu'il n'a traité qu'avec les parents ou tuteurs, et qu'il ignorait que les enfants ou pupilles de ceux-ci travaillaient effectivement pour son compte. Le texte nouveau a, par sa généralité, cette portée d'obliger les chefs d'entreprise intéressés à veiller à ce que la loi ne soit pas enfreinte, la négligence apportée à l'accomplissement de cette obligation suffisant à caractériser le délit.

Telle est l'économie des dispositions essentielles du projet de loi. Les prescriptions accessoires, que nous allons analyser, n'ont d'autre objet que de leur servir d'appui.

Il est à craindre que l'extension du champ d'action de la loi du 13 décembre 1889 ne fasse naître l'idée d'une fraude dont il y a déjà eu des exemples et qui consiste à prolonger indûment la durée normale du travail, en obligeant les jeunes ouvriers, occupés dans les fabriques ou ateliers, à emporter de l'ouvrage à effectuer à domicile après la fin de leur journée. Nous estimons que, dans certaines circonstances, lorsque l'intention de « tourner » la loi est patente, une telle fraude pourrait constituer une infraction à l'article 4 et être passible des pénalités de droit. Mais la question est controversée et il convient de la trancher par un texte formel, vu les dangers de voir se généraliser une pratique condamnable, aussi nuisible à la santé des personnes protégées que préjudiciable à leur développement intellectuel et moral, en tant qu'elle les empêche de consacrer à compléter leur instruction, les loisirs que la loi a entendu leur garantir. En conséquence, aux termes de l'article 1^{er}, n° III du projet, il sera interdit aux chefs d'entreprise de donner aux personnes protégées qu'ils emploient, de l'ouvrage à effectuer à domicile en dehors du temps réglé par la loi ou par les arrêtés d'exécution.

La modification proposée à l'article 11 de la loi du 13 décembre 1889 (art. 1^{er}, n° IV, du projet) s'inspire des enseignements de la pratique : l'affichage de textes légaux et réglementaires nombreux et compliqués est sans utilité réelle, et ce formalisme encombrant deviendrait presque ridicule si l'on entendait l'imposer à la multiplicité des petits ateliers qui seront, à l'avenir, assujettis à la réglementation révisée. On y a d'ailleurs renoncé, à juste titre, dans les récentes lois sociales, et notamment dans la loi sur le repos dominical. Quant à l'affichage et au dépôt du règlement d'ordre intérieur que prescrit également l'article 11, il y a lieu de remarquer que l'obligation de cette formalité fait double emploi avec les prescriptions de la loi sur les règlements d'ateliers. Dans un but de simplification et d'unification, nous proposons de remplacer l'article 11 par un texte littéralement emprunté, sauf une variante, à l'article 8 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche. Le nouveau texte est ainsi conçu : « Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle. Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal. » La loi sur le repos du dimanche mentionne, en outre, l'obligation de tenir certains registres. Cette mention ne devait pas être reproduite ici, la tenue d'un registre d'inscription des personnes protégées étant prévue par l'article 10, dernier alinéa, de la loi du 13 décembre 1889.

Le respect des nouvelles dispositions protectrices résultant du projet doit

être assuré par de sérieuses sanctions. La gravité des infractions consistant dans l'emploi d'enfants n'ayant pas l'âge légal se trouvera désormais augmentée, du fait qu'elles constitueront une entrave à l'exécution de la loi scolaire. Il importe, en outre, de réagir contre l'excès d'indulgence dont certains tribunaux ont parfois fait preuve en matière de réglementation du travail. C'est pourquoi, d'après l'article 1^{er}, n° V, du projet, le minimum de l'amende sera porté de 26 à 50 francs en cas de contravention à l'article 2 révisé de la loi du 13 décembre 1889. Les circonstances atténuantes permettront, s'il y a lieu, aux juridictions compétentes, de ne prononcer qu'une peine inférieure à ce minimum. Mais on ne conçoit plus que le bénéfice des circonstances atténuantes soit accordé en cas de récidive ; l'obstination à méconnaître la loi est alors sans excuse et appelle une répression sévère. Déjà les articles 14 et 15 de la loi prévoient que la récidive entraîne le doublement de l'amende. A l'avenir, cette aggravation de la pénalité sera de rigueur, l'article 1^{er}, n° VII, du projet interdisant en ce cas l'application de l'article 85 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes. Il est à remarquer que cette règle, qui se justifie par des raisons toutes générales, n'atteindra pas seulement la récidive de l'infraction à l'article 2, mais qu'elle frappera d'une manière absolue, dans les termes de la loi, la réitération de tous les actes coupables commis en violation des dispositions légales. Il serait logiquement impossible d'admettre ici des distinctions. La même observation mérite d'être faite à propos de l'article 1^{er}, n° VI, qui, par modification aux articles 14 et 15 de la loi du 13 décembre 1889, porte de douze mois à cinq ans le délai de la récidive. Le délai actuel est trop court et déjà le terme de cinq ans a été admis par les lois sociales les plus récentes, notamment par la loi du 17 juillet 1905 sur le repos dominical et la loi du 31 décembre 1909 fixant la durée du travail dans les mines.

Ces dernières modifications répondent aux vues d'unification dont nous avons parlé au début de cet exposé et dont s'inspire aussi l'article 3, qui charge le Gouvernement de coordonner les textes nouveaux avec ceux qui resteront en vigueur des lois modifiées. L'article 3 prévoit certains changements de pure forme, à l'effet de supprimer des expressions devenues inutiles ou d'établir des concordances de terminologie. Enfin, l'article 4 concerne l'entrée en vigueur des textes soumis à révision, qui ne seront applicables qu'en vertu de l'arrêté de coordination. Il est nécessaire, à cette fin, de laisser au Gouvernement une certaine latitude, l'application de la réglementation nouvelle devant être mise en rapport avec celle de la législation scolaire projetée.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après mentionnées de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants, sont modifiées ainsi qu'il suit :

I. Le n° 2° de l'article premier est remplacé par la disposition suivante :

« 2° — Dans les usines, manufactures, fabriques et ateliers. »

II. L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de quatorze ans. Toutefois, le Roi peut, de la manière déterminée à l'article 8, autoriser l'emploi des enfants âgés de treize ans, pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, ou sous certaines conditions, le tout d'après les exigences de l'enseignement primaire

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid biedt, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De hiernavermelde bepalingen der wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen worden gewijzigd als volgt :

I. N° 2° van artikel 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° — In de werkhuizen, manufactures, fabrieken en werkplaatsen. »

II. Artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het is verboden kinderen beneden veertien jaar arbeid te doen verrichten. De Koning, evenwel, mag, op de wijze vastgesteld in artikel 8, toelaten kinderen beneden dertien jaar voor een aantal uren daags, voor een aantal dagen, of onder zekere voorwaarden, arbeid te doen verrichten alles naar gelang van de vereischten van het lager en het beroeps-

et de l'enseignement professionnel, la nature des occupations, et les nécessités des industries, professions ou métiers.

« Les dispositions du présent article s'appliquent même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise. »

III. La disposition suivante est ajoutée à l'article 4, dont elle formera le 3^e alinéa :

« Il est interdit aux chefs d'entreprise de donner à ces personnes de l'ouvrage supplémentaire à effectuer à domicile, en dehors du temps réglé par la présente loi ou par les arrêtés d'exécution. »

IV. L'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

« Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal. »

V. La phrase suivante est ajoutée au 1^{er} alinéa de l'article 14 :

« Le minimum de l'amende sera porté à 50 francs en cas d'infraction à l'article 2 de la présente loi. »

VI. Les mots « douze mois », au 3^e alinéa de l'article 14 et au 2^e alinéa de l'article 15, sont remplacés par les mots « cinq ans ».

VII. La phrase suivante est ajoutée à l'article 18 :

« Toutefois, l'article 85 du dit Code ne sera pas appliqué en cas de récidive. »

ART. 2.

Sont supprimés, dans l'article premier de la loi du 10 août 1911 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, les mots : « aux entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, ». La dite loi sera désormais applicable à tous les établissements

onderwijs, van den aard der bezigheden en van de noodwendigheden der bedrijven, beroepen of ambachten.

« De bepalingen van dit artikel zijn zelfs van toepassing op den arbeid te huis voor rekening van een hoofd van onderneming verricht. »

III. De volgende bepaling wordt gevoegd bij artikel 4, waarvan zij het 3^e lid zal uitmaken :

« Het is den hoofden van onderneming verboden overwerk te geven; dat te huis te verrichten is buiten den tijd, bij deze wet of bij uitvoeringsbesluiten geregeld. »

IV. Artikel 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De hoofden van onderneming zijn gehouden de tabellen uit te hangen, welke voor het toezicht noodig worden geacht.

« Zij moeten al de andere voorschriften, bij koninklijk besluit vastgesteld, naleven. »

V. De volgende volzin wordt gevoegd bij lid 1 van artikel 14 :

« Het minimum der boete wordt gebracht op 50 frank indien artikel 2 dezer wet wordt overtreden. »

VI. De woorden « twaalf maanden », in het derde lid van artikel 14 en in lid 2 van artikel 15, worden vervangen door « vijf jaar ».

VII. De volgende volzin wordt gevoegd bij artikel 18 :

« Bij hervalling evenwel wordt artikel 85 van voornoemd wetboek niet toegepast. »

ART. 2.

Worden weggelaten in artikel 1 der wet van 10 Augustus 1911 op het verbod van den nachtarbeid der vrouwen werkzaam in de nijverheid, de woorden : « op de nijverheidsondernemingen waar meer dan tien arbeiders en arbeidsters werkzaam zijn en over 't algemeen ». Voornoemde wet is voortaan van toepas-

soumis à la loi du 15 décembre 1889, modifiée conformément à l'article premier de la présente loi.

ART. 5.

Le Gouvernement fera coordonner en un corps de loi, sous le titre de « Loi sur le travail des femmes et des enfants », les dispositions de la présente loi avec celles qui restent en vigueur de la loi du 15 décembre 1889 et de la loi du 10 août 1911. Il est autorisé à modifier à cette fin les numéros des articles et à réunir sous la rubrique « Dispositions transitoires », les dispositions de la loi du 15 décembre 1889 qui cesseront d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur de l'article 53 de la loi du 5 juin 1911 sur les mines, minières et carrières. Dans le texte coordonné, l'article 8 de la loi du 15 décembre 1889 sera, à partir du 1°, remplacé par les dispositions correspondantes de l'article 8 de la loi du 10 août 1911; les mots « les adolescents » seront partout supprimés et les mots « chefs d'industrie » remplacés par les mots « chefs d'entreprise ».

ART. 4.

Les articles 1 et 2 de la présente loi entreront en vigueur à la date que fixera l'arrêté royal de coordination qui sera pris en vertu de l'article 5.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1912.

sing op al de inrichtingen, onderworpen aan de wet van 13 December 1889, gewijzigd overeenkomstig artikel 1 van deze wet.

ART. 3.

De Regeering zal in een wetsgeheel, onder den titel « Wet op den arbeid van vrouwen en kinderen » de bepalingen dezer wet samenschikken met de in zwang blijvende bepalingen der wet van 13 December 1889 en der wet van 10 Augustus 1911. Zij wordt gemachtigd te dien einde, de nummers van de artikels te wijzigen en onder de aanduiding « Overgangsbepalingen » de bepalingen der wet van 13 December 1889, bijeen te brengen, welke zullen ophouden van kracht te zijn bij het in werking treden van artikel 53 der wet van 5 Juni 1911 op de mijnen, graverijen en groeven. In den samengeschiedten tekst, wordt artikel 8 der wet van 13 December 1889, te beginnen met 1°, vervangen door de overeenkomstige bepalingen van artikel 8 der wet van 10 Augustus 1911; de woorden « jongelingen » vallen overal weg en de woorden « nijverheidsbazen » worden vervangen door de woorden « hoofden van onderneming ».

ART. 4.

Artikelen 1 en 2 dezer wet worden van kracht den dag vastgesteld bij het koninklijk samenschikkingsbesluit genomen krachtens artikel 5.

Gegeven te Brussel, den 12^e November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

ARM. HUBERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering zal de eer hebben, in den loop van dezen zittijd, voorstellen betreffende de inrichting van het lager onderwijs aan de Wetgevende Macht te onderwerpen. De studie van dit vraagstuk is niet afgelopen; doch, van nu af, is er uit gebleken hoe noodig het is, in enkele voornamen punten, als voorloopige maatregel, de wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen te wijzigen.

Het huidig ontwerp heeft ten doel die wijziging te verwezenlijken en aldus de wegen tot de aangekondigde schoolhervormingen te banen. Er is dus geen spraak grondig de wet van 1889 te herzien, welke, overigens, reeds door wijzigingen werd uitgebreid tengevolge van de aanneming der wet van 10 Augustus 1911 op het verbod van den nachtarbeid van de vrouwen in de nijverheid werkzaam en waarvan de Koning de beschermende bepalingen, desnoods, verder zou kunnen uitbreiden door de eenvoudige uitoefening zijner macht.

Voor het oogenblik, en met het inzicht eene hervorming tot een goed einde te brengen, welke thans blijkt rijp te wezen en welkom zal zijn in het land, stelt de Regeering voor enkele wetsbepalingen betreffende den arbeid der kinderen te verbeteren.

Op een gebied, waar de wettigheid van de verplichting tot geen enkele opwerping aanleiding geeft, behoort men vooral de algemeene bekrachtigingen, welke het grondbeginsel der schoolplicht medebrengt, onrechtstreeks te stemmen. Doch het is ook volstrekt noodig de hinderpalen te verwijderen, die, wegens vroegtijdigen of langdurigen arbeid der kinderen, een ruimere opvoeding en voornamelijk de beroepsopleiding der jonge werklieden belemmeren, wanneer deze het eigenlijk lager onderwijs hebben voleind en vooral de mogelijkheid van een « vierden graad » van lager onderwijs dient ten deze in acht genomen te worden.

De voorstellen, welke de Regeering de eer heeft in te dienen bij het Parlement hebben dit tweevoudig doel. Die voorstellen laten, in grondbeginsel, onaangeroerd deze deelen van de wetgeving tot bescherming van den arbeid, welke niet voornamelijk de kinderen betreffen. Nochtans, zooals hierna zal blijken, zullen sommige ingevoerde wijzigingen voor uitslag hebben dat de regeling over 't algemeen zal versterkt zijn ten voordeele van de verschillende soorten van personen in de wetten van 13 December 1889 en van 10 Augustus 1911 bedoeld.

Zoo men de wetgeving niet wil inwikkelen derwijze dat zij buitengewoon lastig toe te passen is en zoo men de reeds aanzienlijke moeilijkheden van het toezicht niet wil vermenigvuldigen, dan dient men te streven naar eenmaking. Nu reeds wordt geklaagd dat er zoo weinig eenheid is in onze maatschappelijke wetten. Men houdt geen rekening genoeg met het feit dat wegens de nieuwigheid van het doel en het gebrek aan ondervinding men zich hier onmogelijk kon bekommeren om orde of methode, wat van overwegend belang is wanneer het gaat om wetten te maken op zaken voorafgaandelijk door een langdurige rechtsbedrijvigheid voorbereid. Wat er ook van zij, dient men voortaan, hoe langer hoe meer, te streven naar samschikking en aldus de toekomstige bijeenbrenging van wetten tot wetboeken voor te bereiden. In dien zin werden sommige bepalingen van het ontwerp opgevat, alhoewel bij het opstellen daarvan het voornaamste nagestreefd doel, zooals we dit kenmerkten, niet uit het oog werd verlören.

De voornaamste nieuwigheden, welke de Regeering voorstelt betreffen den leeftijd voor de aanneming tot den arbeid en de uitbreiding van de wettelijke bescherming tot de algemeenheid der nijverheidsondernemingen.

Volgens de wet van 13 December 1889 (art. 2), wordt het verboden kinderen beneden 12 jaar arbeid te doen verrichten. Maar dit verbod betreft enkel de ondernemingen in artikel 1 bedoeld. Het strekt zich dus niet uit tot de werkplaatsen, welke niet werktuiglijk worden gedreven en die van geen groot belang genoeg zijn om ze onder de « werkhuzen, manufacturen of fabrieken » te rangschikken of die niet ingedeeld zijn bij gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen. De zin van den tekst van artikel 1 wordt toegelicht door de voorbereidende werkzaamheden. Uit de besprekingen blijkt dat men opzettelijk de kleine werkplaatsen, waar men vrouwenhoeden, gemaakte kleeren en andere dergelijke vervaardigt, heeft willen onttrekken aan de regeling. Ongelukkiglijk wordt in den tekst niet bepaald wat door eene werkplaats wordt verstaan en is er geen kenteeken om haar te onderscheiden van de fabriek of manufactuur. Daaruit spruiten erge moeilijkheden voor de toelichting en de toepassing voort, waarop de arbeidsopzieners reeds meermalen hebben gewezen. Het oogenblik schijnt gekomen om er een einde aan te stellen en eene vrijstelling te doen verdwijnen, welke bij de aanvankelijke regeling van den arbeid gewettigd scheen, doch welke thans geen verdedigers meer zou vinden. Het hoeft nauwelijks aangemerkt dat voornoemde werkplaatsen thans aan het opzicht van de arbeidsopzieners onderworpen zijn wat betreft de betaling der loonen en het verbod van het Zondagswerk, wat de zaak nog abnormaler maakt. Boven-

dien het is goed bekend dat de misbruiken, welke men heeft willen bestrijden door de regeling van den arbeid der kinderen erger zijn in de klein-nijverheid dan in de groot-nijverheid. Onze wetgeving is dus in dit opzicht werkelijk achterlijk, en het is dringend de leemten ervan aan te vullen, vooral indien men wenscht dat de maatregelen, welke wij voorstellen betreffende den leeftijd, waarop men tot den arbeid wordt toegelaten, volkomen doelmatig wezen. Thans zou men niet meer aannemen dat, naar gelang de belangrijkheid eener onderneming, het zou toegelaten zijn of niet kinderen, van elken leeftijd ook, arbeid te doen verrichten. Het schadelijk uitwetsel van den vroegtijdigen arbeid hangt immers niet af van de belangrijkheid der inrichting. De algemeenmaking van artikel 1 der wet van 13 December 1889 blijkt dus onvermijdelijk. Om die te verwezenlijken heeft men enkel het woord « werkplaatsen » in de opsomming van den tekst in te lasschen. Ten andere, daar die algemeenmaking voornamelijk aangenomen wordt ten aanzien van de nieuwe beschermingsmaatregelen door het ontwerp van wet ingevoerd, ziet men niet in waarom men hetzelfde grondbeginsel niet zou toepassen op de regeling der zaken, welke niet aan de voorgestelde herziening worden onderworpen. Men zal bijgevolg al de bepalingen der wet van 1889 en niet alleenlijk de herziene bepalingen voortaan moeten naleven in de verschillende soorten van ondernemingen, voorzien bij artikel 1, dat aangevuld is zooals werd gezegd. Dat is het doel van artikel 1, n^o 1 van het wetsontwerp.

Doch er dient verder gegaan. Toen het kwestie was wetten te maken ter uitvoering van de Berner Overeenkomst betreffende het verbod van nacht-arbeid der vrouwen, heeft de Regeering gemeend zich niet bij de bewoordingen van die Overeenkomst te moeten houden, welke slechts de nijverheids-ondernemingen betrof, waar meer dan tien arbeiders of arbeidsters werkzaam zijn, en heeft zij voorgesteld over 't algemeen al de inrichtingen te beoogen, die aan de wet van 13 December 1889 zijn onderworpen, zelfs indien er geen tien werklieden werkzaam zijn. Die voorstellen werden goedgekeurd door de wetgevende macht en werden in den tekst der wet van 10 Augustus 1911, artikel 1, ingelascht.

Het wordt verstaan dat, het gebied van toepassing der wet van 1889 ruimer zijnde, het verbod van nachtarbeid voortaan de ondernemingen zal beoogen, welke er thans aan ontsnappen, te weten de eigenlijke werkplaatsen, waar minder dan tien arbeiders werkzaam zijn. Deze uitbreiding overigens, welke vereischt wordt om wille der eenheid, wettigt zich zelve: immers de groote nadeelen van den nachtarbeid zijn niet minder merkbaar in de klein-nijverheid dan in de groot-nijverheid, en wat de jonge arbeiders in 't bijzonder betreft, het lang opblijven werd om zulke gegronde redenen gelaakt dat het onnoodig is verder aan te dringen op de geschiktheid van den voorgestelden maatregel. Die maatregel blijkt aldus te wezen, in de eerste plaats, als eene uitbreiding van de bescherming van den arbeid der kinderen en behoort bijgevolg tot de beschouwingen waarop ons wetsontwerp steunt. Tengevolge dier overwegingen bepaalt artikel 2 van het ontwerp dat de wet van 10 Augustus 1911 voortaan van toepassing zal zijn op

al de inrichtingen, onderworpen aan de wet van 13 December 1889, gewijzigd zooals wij het uitlegden, namelijk uitgebreid tot de vroeger uitgesloten werkplaatsen. Tengevolge van die verandering wordt het overbodig in den tekst te vermelden dat in elk geval het verbod de inrichtingen betreft, waar ten minste tien arbeiders werkzaam zijn, daar die inrichtingen alsdan in alle veronderstelling tot deze soorten van ondernemingen behooren, welke de uitgebreide opsomming beoogt.

Wat den leeftijd voor de toelating tot den arbeid betreft, wij stellen voor artikel 2 der wet van 13 December, zoo te wijzigen dat die leeftijd van twaalf op veertien jaren wordt gebracht (art. 1, n^o II van het Ontwerp). De aanstaande inrichting, onder den naam « vierde graad », van een beroeps-onderwijs, aangepast aan de gewestelijke noodwendigheden, vereischt dat het zoo weze. Slechts op veertien jaar zal het kind gewoonlijk zijn aanvankelijke opleiding hebben voleind, zooals die door de meest aan te bevelen hedendaagsche stelsels wordt begrepen. Slechts op dezen leeftijd verkeert het kind in zulke omstandigheden dat het geschikt is om als werkmán in een beroep te worden opgeleid. Men mag gelooven dat die uitbreiding der wetelijke bescherming van den kinderarbeid verre van schadelijk te wezen voor de belangen der nijverheid, weldra de beste uitslagen zal opleveren voor 's lands bedrijvigheid. Alles wat bijdraagt tot meerdere geschiktheid en bekwaamheid der arbeiders moet ten slotte uitloopen op eene grootere bedrijvigheid en een algemeene toeneming van den welstand. Doch men moet, eenerzijds, overgangsmaatregelen nemen en rekening houden met de tijdelijke moeilijkheden waartoe de plotselinge verhooging van de zoogenaamde « bedrijfsmeerderjarigheid », mogelijk in sommige bedrijven, kan aanleiding geven, wat de aanwending van arbeidskrachten betreft.

De verworven toestanden en de gevestigde gewoonten zijn feiten die men niet mag uit het oog verliezen. Er dient ook aangemerkt dat de inrichting van de leergangen van den « vierden graad » niet op één dag zal kunnen geschieden. Anderzijds, zouden afwijkingen, welke langer dan den overgangstijd aanloopen, door buitengewone omstandigheden kunnen gebillijkt worden. Om die redenen, na het grondbeginsel te hebben gesteld, laat artikel 1, n^o II, van het wetsontwerp toe de toepassing binnen zekere palen te houden. Die minzame schikkingen hebben slechts betrekking op de kinderen die minstens dertien jaar oud zijn. Beneden dien leeftijd blijft het verbod onbeperkt. Verder zal de koning het gebruik van kinderen voor een getal uren, voor een getal dagen, of onder sommige voorwaarden, kunnen toelaten. Het gaat van zelf en het blijkt uit den tekst, dat behalve de aard der bezigheden en de bedrijfs-, beroeps- of ambachtsnoodwendigheden, ook de vereischten van het lager onderwijs en van het beroepsonderwijs zooveel zaken zijn, welke men nauwkeurig dient in aanmerking te nemen wanneer men zal moeten bepalen hoe ver de aldus voorziene uitzonderingen moeten reiken en aan welke voorwaarden zij dienen onderworpen.

De Regeering zal zich in 't begin heel breed toonen. Zij zal indachtig zijn dat de trapsgewijze regeling van den kinderarbeid moet aangepast worden aan den staat van uitvoering der toekomstige schoolwetgeving.

Zij mag, in dezen zin, voor de toelatingen de voorwaarde stellen dat de kinderen, die nóg geen 14 jaar oud zijn, minstens hun lager onderwijs van de drie eerste graden hebben volcind, ofwel den arbeidsduur derwijze regelen dat het hun mogelijk weze dit onderwijs te volledigen of beroepsleergangen te volgen. Niets kan de Regeering beletten meer strengheid aan den dag te leggen naarmate de vorderingen vastgesteld bij de toepassing der schoolwet, zoodat men door den band komt tot de verdwijning van alle uitzonderingen welke slechts van voorloopigen aard zouden zijn. De verplichting, namelijk, dat krachtens artikel 8 der wet van 13 December 1889 de verschillende bevoegde raden dienen geraadpleegd, geeft overigens alle waarborg dat er van het recht op afwijking geen onredelijk gebruik zal gemaakt worden.

De weldoende gevolgen van de verhooging van den leeftijd voor de « bedrijfsmeerderjarigheid » zouden ontoereikend zijn indien de aldus uitgebreide wettelijke bescherming niet werd uitgestrekt tot de kinderen, welke door de hoofden van onderneming worden gebruikt in de zoogenaamde « huisnijverheid ». Men weet dat over 't algemeen de misbruiken van den huisarbeid niet kunnen bestreden worden door de wettelijke middelen, welke men aanwendt voor den arbeid, die wordt verricht onder het gezag, het bestuur en het toezicht van het hoofd van onderneming in de fabriek, in de werkplaats of op de werven van dit hoofd van onderneming. Hier dient men tot onrechtstreeksche middelen zijne toevlucht te nemen, zooals blijkt uit de ondervinding van landen, die ten dezen wetten hebben gemaakt.

Het past nu niet te onderzoeken in welke maat die middelen door onze wetgeving zouden kunnen gehuldigd worden. Zeker is het dat, wat het vaststellen van den leeftijd voor de toelating tot den arbeid betreft, de moeilijkheden van rechterlijken en van practischen aard, welke het optreden van den wetgever op dat gebied hinderen, op verre na zoo aanzienlijk niet zijn dan wanneer het, bij voorbeeld, te doen is om den arbeidsduur te regelen. Het schijnt niet onmogelijk te zijn op doelmatige wijze een verbod op te leggen nopens het gebruiken van kinderen, die den wettelijken leeftijd niet hebben bereikt, hetzij het hoofd der onderneming hun rechtstreeks het te verrichten werk overhandigt, hetzij dit werk hun door bemiddeling van vader, moeder of voogd wordt bezorgd. Te vergeefs zou men opwerpen dat, in laatstgenoemd geval, er waarschijnlijk geen bindende overeenkomst is tusschen het hoofd van onderneming en het kind. De wet van 13 December 1889 immers neemt slechts het feit van het doen verrichten van arbeid in acht en geenszins den aard der betrekkingen tusschen den werkgever en den werknemer. Dat is zoodanig waar dat de wet zelfs van toepassing is op de beroeps- of weldadigheidsinrichtingen (art. 1, lid 7) : wanneer er dus spraak is van nijverheidswerk, verschillende van de eigenlijke beroeps-oefeningen moeten de wettelijke voorschriften nageleefd worden zonder, om de strafrechterlijke verantwoordelijkheid vast te stellen, te moeten nagaan op welke wijze de beschermde personen werkzaam zijn.

De door ons voorgestelde uitbreiding strijdt niet tegen den geest der wet.

Luidens de bepaling, welke lid 2 van het nieuw artikel 2 (art. 1, n^r II van het ontwerp) uitmaakt, zal het verbod kinderen beneden veertien jaar — of beneden dertien jaar in de gevallen bij koninklijk besluit vastgesteld, — arbeid te doen verrichten, zelfs van toepassing zijn op den arbeid te huis verricht voor rekening van een hoofd van onderneming. Het gaat van zelf dat de ondernemer slechts zal te verantwoorden hebben voor de overtredingen onder de voowaarden van toerekenbaarheid bij art. 14 vereischt. Dit artikel bepaalt dat de overtreding « wetens en willens » moet geschieden; doch daardoor verstaat men niet dat bijzonder opzet, kwaad of bedriegelijk vornemen worden vereischt. Zooals het hof van verbreking het heeft erkend in een vonnis van 11 November 1895 (*Pasicrisie*, 1896, I, blz 18 en 19 tweede geval) « de wet treft opzettelijk verzuim en gewilde onwetendheid; zij ontkent aan de betichten zich te schuilen achter het voorwendsel dat zij persoonlijk niet wisten dat kinderen beneden den wettelijken leeftijd in hunne werkplaatsen werden aangenomen ». Die grondregels zullen voortaan van toepassing zijn op het gebruik van kinderen in de huisnijverheid. Het zal dus niet voldoende zijn voor den ondernemer, om aan elke veroordeeling te ontsnappen, in te brengen dat hij slechts met de ouders of voogden heeft onderhandeld en dat hij niet wist dat de kinderen of de pleegkinderen wezenlijk voor zijne rekening werkzaam waren. De nieuwe tekst heeft, wegens zijne algemeenheid, ten doel de belanghebbende hoofden van onderneming te verplichten te letten op de naleving der wet, en het te kort doen aan die verplichting is voldoende om het misdrijf te kenmerken.

Dit is de samenhang der voornaamste bepalingen van het wetsontwerp. De bijkomende bepalingen, welke wij zullen ontleden, hebben geen ander doel dan eerstgenoemde te steunen.

Het is te vreezen dat de uitbreiding van het gebied van toepassing der wet van 13 December 1889 aanleiding zal geven tot een bedrog, waarvan reeds voorbeelden zijn geweest, namelijk dat de gewone arbeidsduur op onbehoorlijke wijze zal verlengd worden met de jonge werklieden, werkzaam in de fabrieken of werkplaatsen, te verplichten werk mede te brengen en te huis, na afloop van den arbeidsdag, te verrichten. Wij meenen dat in sommige omstandigheden, indien men klaarblijkend de wet heeft willen ontwijken, dergelijk bedrog zou kunnen eene overtreding van artikel 4 uitmaken en strafbaar zijn met de gerechtelijke straffen. Doch over de zaak wordt getwist en zij dient opgelost door een uitdrukkelijken tekst, om reden dat het gevaar bestaat voor het algemeen worden van een af te keuren gewoonte, welke schadelijk is voor de gezondheid en voor de verstandelijke en zedelijke ontwikkeling der beschermde personen, daar zij hen belet den vrijen tijd, welke de wet hun heeft willen waarborgen, te besteden aan hun verder onderwijs.

Het is dus aan de hoofden van onderneming, krachtens artikel 1, n^r III, van het ontwerp, verboden aan de bij hen werkzame beschermde personen, arbeid te huis te doen verrichten buiten den tijd, door de wet of door de uitvoeringsbesluiten geregeld.

De wijziging, voorgesteld bij artikel 11 der wet van 13 December 1889

(art. 1, n^o IV van het ontwerp) steunt op wat de practijk heeft geleerd : het uithangen van teksten van talrijke en ingewikkelde wetten en verordeningen is wezenlijk zonder nut en dit hinderend voorschrift zou bijna belachelijk worden, indien men het wilde opleggen aan de menigvuldige kleine werkplaatsen, welke voortaan zullen onderworpen zijn aan de herziene regeling. Men heeft overigens daaraan en met reden verzaakt in de jongste maatschappelijke wetten, en voornamelijk in de wet op de Zondagsrust. Wat het aanplakken en het neerleggen der huishoudelijke verordening betreft, welke insgelijks door artikel 11 voorgeschreven wordt, dient aangemerkt dat die verplichting ook opgelegd wordt door de wet op de werkplaatsverordeningen. Met het oog op vereenvoudiging en eenmaking, stellen we voor artikel 11 te vervangen door eenen tekst letterlijk overgenomen, behalve een kleine verandering, aan artikel 8 der wet van 17 Juli 1905 op de Zondagsrust. De nieuwe tekst luidt als volgt : « De hoofden van onderneming zijn verplicht de tabellen uit te hangen, welke voor het toezicht worden noodig geacht. » De wet op de Zondagsrust meldt bovendien dat men verplicht is sommige schrijfboeken te houden. Die vermelding moest hier niet opgenomen worden, daar het houden van een boek tot inschrijving der beschermde personen wordt voorzien bij artikel 10, laatste lid der wet van 13 December 1889.

De naleving van de nieuwe beschermingsmaatregelen voorspruitende uit het ontwerp moet verzekerd worden door ernstige bekrachtigingen. De gewichtigheid der overtredingen bestaande in het gebruiken van kinderen die den wettelijken leeftijd niet hebben bereikt, is nu vergroot door het feit dat zij eene hinderpaal zullen zijn voor de uitvoering der schoolwet. Bovendien moet men opkomen tegen al te groote inschikkelijkheid, waarvan sommige rechtbanken soms blijken hebben gegeven, in zake regeling van den arbeid. Daarom, volgens artikel 1, n^o V van het ontwerp, zal het minimum der boeten gebracht worden van 26 op 50 frank in geval van overtreding van het herzien artikel 2 der wet van 13 December 1889. De verzachtende omstandigheden zullen, desnoods, toelaten aan de bevoegde rechtsmachten een mindere straf dan dit minimum uit te spreken. Doch bij hervalling is het niet meer aan te nemen dat de verzachtende omstandigheden zouden in acht genomen worden en de halstarrige miskennis der wet is dan niet te verschoonen en eischt een ernstige beteugeling. Reeds wordt in de artikelen 14 en 15 der wet voorzien dat bij hervalling de boete wordt verdubbeld. Voortaan zal de verzwaring van die straf stipt toegepast worden, daar artikel 1, n^o VII, van het ontwerp in dit geval verbiedt artikel 85 van het Strafwetboek betreffende de verzachtende omstandigheden toe te passen. Er dient aangemerkt te worden dat die regel, welke door algemeene redenen wordt gebillijkt, niet alleenlijk de hervalling in de overtreding van artikel 2 zal betreffen, maar ook, binnen de palen der wet, de herhaling van alle strafbare daden, gepleegd, tegen de wettelijke voorschriften in, zal raken. Redelijkerwijze is het onmogelijk hier een onderscheid aan te nemen. Dezelfde aanmerking geldt voor artikel 1, n^o VI, dat bij wijziging in de artikelen 14 en 15 der wet van 13 December 1889 het termijn der hervalling brengt van

twalf maand op vijf jaar. Het huidige termijn is te kort en reeds werd het tijdsbestek van vijf jaar aangenomen door de jongste maatschappelijke wetten, namelijk door de wet van 17 Juli 1901 op de Zondagsrust en door de wet van 31 December 1909 tot vaststelling van den arbeidsduur in de mijnen.

Die laatste wijzigingen beantwoorden aan de inzichten van eenmaking, waarvan spraak is in het begin dezer toelichting en waarop ook steunt artikel 3, dat aan de Regeering opdraagt de nieuwe teksten samen te schikken met deze der in zwang blijvende gewijzigde wetten. Artikel 3 voorziet enkele veranderingen, wat den vorm betreft, ten einde overbodig geworden uitdrukkingen te verwijderen en overeenkomst in de bewoording te brengen. Eindelijk betreft artikel 4 het in werking treden der herziene teksten, welke slechts krachtens het samenschikkingsbesluit zullen van toepassing zijn. Men moet de Regeering in zekere maat de handen ruim laten, door de toepassing van de nieuwe regeling die in overeenstemming dient gebracht met die der ontworpen schoolwetgeving.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après mentionnées de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants, sont modifiées ainsi qu'il suit :

I. Le n^o 2^o de l'article premier est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o — Dans les usines, manufactures, fabriques et ateliers. »

II. L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de quatorze ans. Toutefois, le Roi peut, de la manière déterminée à l'article 8, autoriser l'emploi des enfants âgés de treize ans, pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, ou sous certaines conditions, le tout d'après les exigences de l'enseignement primaire

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid biedt, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De hiernavermelde bepalingen der wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen worden gewijzigd als volgt :

I. N^o 2^o van artikel 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o — In de werkhuizen, manufactures, fabrieken en werkplaatsen. »

II. Artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het is verboden kinderen beneden veertien jaar arbeid te doen verrichten. De Koning, evenwel, mag, op de wijze vastgesteld in artikel 8, toelaten kinderen beneden dertien jaar voor een aantal uren daags, voor een aantal dagen, of onder zekere voorwaarden, arbeid te doen verrichten alles naar gelang van de vereischten van het lager en het beroeps-

et de l'enseignement professionnel, la nature des occupations, et les nécessités des industries, professions ou métiers.

« Les dispositions du présent article s'appliquent même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise. »

III. La disposition suivante est ajoutée à l'article 4, dont elle formera le 3^e alinéa :

« Il est interdit aux chefs d'entreprise de donner à ces personnes de l'ouvrage supplémentaire à effectuer à domicile, en dehors du temps réglé par la présente loi ou par les arrêtés d'exécution. »

IV. L'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

» Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal. »

V. La phrase suivante est ajoutée au 1^{er} alinéa de l'article 14 :

« Le minimum de l'amende sera porté à 50 francs en cas d'infraction à l'article 2 de la présente loi. »

VI. Les mots « douze mois », au 5^e alinéa de l'article 14 et au 2^e alinéa de l'article 15, sont remplacés par les mots « cinq ans ».

VII. La phrase suivante est ajoutée à l'article 18 :

« Toutefois, l'article 85 du dit Code ne sera pas appliqué en cas de récidive. »

ART. 2.

Sont supprimés, dans l'article premier de la loi du 10 août 1911 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, les mots : « aux entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, ». La dite loi sera désormais applicable à tous les établissements

onderwijs, van den aard der bezigheden en van de noodwendigheden der bedrijven, beroepen of ambachten.

» De bepalingen van dit artikel zijn zelfs van toepassing op den arbeid te huis voor rekening van een hoofd van onderneming-verricht. »

III. De volgende bepaling wordt gevoegd bij artikel 4, waarvan zij het 3^{de} lid zal uitmaken :

« Het is den hoofden van onderneming verboden overwerk te geven, dat te huis te verrichten is buiten den tijd, bij deze wet of bij uitvoeringsbesluiten geregeld. »

IV. Artikel 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De hoofden van onderneming zijn gehouden de tabellen uit te hangen, welke voor het toezicht noodig worden geacht.

» Zij moeten al de andere voorschriften, bij koninklijk besluit vastgesteld, naleven. »

V. De volgende volzin wordt gevoegd bij lid 1 van artikel 14 :

« Het minimum der boete wordt gebracht op 50 frank indien artikel 2 dezer wet wordt overtreden. »

VI. De woorden « twaalf maanden », in het derde lid van artikel 14 en in lid 2 van artikel 15, worden vervangen door « vijf jaar ».

VII. De volgende volzin wordt gevoegd bij artikel 18 :

« Bij hervalling evenwel wordt artikel 85 van voornoemd wetboek niet toegepast. »

ART. 2.

Worden weggelaten in artikel 1 der wet van 10 Augustus 1911 op het verbod van den nachtarbeid der vrouwen werkzaam in de nijverheid, de woorden : « op de nijverheidsondernemingen waar meer dan tien arbeiders en arbeidsters werkzaam zijn en over 't algemeen ». Voornoemde wet is voortaan van toepas-

soumis à la loi du 15 décembre 1889, modifiée conformément à l'article premier de la présente loi.

ART. 3.

Le Gouvernement fera coordonner en un corps de loi, sous le titre de « Loi sur le travail des femmes et des enfants », les dispositions de la présente loi avec celles qui restent en vigueur de la loi du 15 décembre 1889 et de la loi du 10 août 1911. Il est autorisé à modifier à cette fin les numéros des articles et à réunir sous la rubrique « Dispositions transitoires », les dispositions de la loi du 15 décembre 1889 qui cesseront d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur de l'article 33 de la loi du 5 juin 1911 sur les mines, minières et carrières. Dans le texte coordonné, l'article 8 de la loi du 15 décembre 1889 sera, à partir du 1°, remplacé par les dispositions correspondantes de l'article 8 de la loi du 10 août 1911; les mots « les adolescents » seront partout supprimés et les mots « chefs d'industrie » remplacés par les mots « chefs d'entreprise ».

ART. 4.

Les articles 1 et 2 de la présente loi entreront en vigueur à la date que fixera l'arrêté royal de coordination qui sera pris en vertu de l'article 3.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1912.

sing op al de inrichtingen, onderworpen aan de wet van 13 December 1889, gewijzigd overeenkomstig artikel 1 van deze wet.

ART. 3.

De Regeering zal in een wetsgeheel, onder den titel « Wet op den arbeid van vrouwen en kinderen » de bepalingen dezer wet samenschikken met de in zwang blijvende bepalingen der wet van 13 December 1889 en der wet van 10 Augustus 1911. Zij wordt gemachtigd te dien einde, de nummers van de artikels te wijzigen en onder de aanduiding « Overgangsbepalingen » de bepalingen der wet van 13 December 1889, bijeen te brengen, welke zullen ophouden van kracht te zijn bij het in werking treden van artikel 33 der wet van 5 Juni 1911 op de mijnen, graverijen en groeven. In den samengeschiedten tekst, wordt artikel 8 der wet van 13 December 1889, te beginnen met 1°, vervangen door de overeenkomstige bepalingen van artikel 8 der wet van 10 Augustus 1911; de woorden « jongelingen » vallen overal weg en de woorden « nijverheidsbazen » worden vervangen door de woorden « hoofden van onderneming ».

ART. 4.

Artikelen 1 en 2 dezer wet worden van kracht den dag vastgesteld bij het koninklijk samenschikkingsbesluit genomen krachtens artikel 3.

Gegeven te Brussel, den 12^a November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

ARM. HUBERT.